

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

n°CCAP/26/12 du 27 avril 2026











MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

GROUPEMENT DE COMMANDES
Maîtrise d'œuvre
pour des travaux de rénovation énergétique
du bâtiment RACCINE

Consultation n°2026/CONSU/12 du 27 avril 2026

CCI MARNE ARDENNES
42 rue Grande Étape - CS 90533
51010 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

| | | |
|---|----------------------------------|---|
|  | Objet | Mission de Maîtrise d'œuvre pour des travaux de rénovation énergétique du bâtiment RACCINE |
|  | Type de contrat | Marché public |
|  | Tranches Optionnelles | Sans tranches optionnelles |
|  | Clauses sociales | Sans |
|  | Clauses environnementales | Avec |
|  | Durée / Délai | 19 mois à compter de la date de notification |
|  | Reconduction | Sans |
|  | Prix | Prix global forfaitaire |
|  | Variation des prix | Avec |
|  | Avance | Avec |

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat..... | 5 |
| 1.1 - Objet du contrat | 5 |
| 1.2 - Décomposition du contrat | 5 |
| 1.3 - Réalisation de prestations similaires..... | 5 |
| 2 - Pièces contractuelles..... | 5 |
| 3 - Intervenants..... | 6 |
| 3.1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage | 6 |
| 3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier | 6 |
| 3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie | 6 |
| 3.4 - Contrôle technique | 6 |
| 3.6 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants..... | 6 |
| 4 - Confidentialité et mesures de sécurité..... | 7 |
| 5 - Protection des données à caractère personnel | 7 |
| 6 – Missions..... | 10 |
| 7 – Durée et délais d'exécution..... | 10 |
| 7.1 – Durée globale prévisionnelle des prestations..... | 10 |
| 7.2 – Durée du contrat | 10 |
| 7.3 – Délais d'exécution | 10 |
| 8 – Prix | 11 |
| 8.1 – Caractéristiques des prix pratiqués | 11 |
| 8.2 – Forfait de rémunération | 11 |
| 8.3 – Modalités de variation des prix..... | 11 |
| 9 – Avance..... | 12 |
| 9.1 – Conditions de versement et de remboursement..... | 12 |
| 9.2 – Garanties financières de l'avance | 12 |
| 10 – Modalités de règlement des comptes | 13 |
| 10.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs | 13 |
| 10.2 – Pourcentage de rémunération par élément..... | 13 |
| 10.3 – Présentation des demandes de paiement | 14 |
| 10.4 - Délai global de paiement..... | 15 |
| 10.5 - Paiement des cotraitants..... | 15 |
| 10.6 - Paiement des sous-traitants..... | 15 |
| 11 - Engagement du maître d'œuvre | 15 |
| 11.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux | 15 |
| 11.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux | 16 |
| 12 - Conditions d'exécution des prestations | 17 |
| 12.1 - Présentation des livrables | 17 |
| 12.2 - Organisation des réunions de chantier | 18 |
| 12.3 - Emission des ordres de services | 18 |
| 12.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs | 19 |
| 12.5 - Instruction des mémoires en réclamation..... | 19 |

| | |
|---|----|
| 12.6 - Modalités particulières de réalisation durant la garantie de parfait achèvement (AOR)..... | 20 |
| 12.7 - Achèvement de la mission | 20 |
| 13 - Développement durable | 20 |
| 14 - Modification du contrat | 21 |
| 14.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire | 21 |
| 14.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché | 21 |
| 14.3 - Changement en cours d'exécution du marché..... | 21 |
| 14.4 - Cas fortuits et force majeure | 21 |
| 15 - Pénalités..... | 22 |
| 15.1 - Pénalités de retard | 22 |
| 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé | 23 |
| 15.3 - Pénalités pour non remise d'attestations | 23 |
| 15.4 - Autres pénalités spécifiques | 24 |
| 15.5 Pénalités relatives aux exigences environnementales | 24 |
| 16 - Assurances..... | 24 |
| 17 - Clause de réexamen | 25 |
| 18 - Obligations et justificatifs à produire pendant l'exécution du marché | 28 |
| 19 - Résiliation du contrat | 29 |
| 19.1 - Conditions de résiliation | 29 |
| 19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire..... | 29 |
| 20- Règlement des litiges et langues | 29 |
| 21 – Connaissances antérieures / droits de propriété intellectuelle | 29 |
| 21.1 – Connaissances antérieures..... | 29 |
| 21.2 – Résultats | 29 |
| 21.3 – Exploitation commerciale des résultats | 30 |
| 22- Engagements éthiques et probité | 31 |
| 23 - Dérogations | 32 |

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : **Mission de Maîtrise d'œuvre pour des Travaux sur façades, d'isolation extérieure et connexes du bâtiment RACCINE.**

Lieu d'exécution : 12 rue André Huet – 51100 REIMS.

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment en réutilisation ou réhabilitation.

Le coût des travaux est estimé à : **2.365 000 € HT.**

Le marché s'exécute dans le cadre **d'un groupement de commandes** conformément aux articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique avec les entités suivantes :

CCI MARNE ARDENNES- Coordonnateur,
Représentée par son Président Monsieur François GOMARIZ
42 rue Grande Étape – CS 90533
51010 CHALONS EN CHAMPAGNE Cedex
Siret : 130 031 081 00016
Comptable public assignataire des paiements : Madame La Trésorière de la CCI51.08

SCI IMMOBILIERE MARNAISE
Représentée par son gérant, Alain MARJOLET
42 rue grande Etape - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
Siret : 880 536 065 00019

Le coordonnateur du groupement de commandes est : **CCI MARNE ARDENNES**. Il a en charge la passation, la signature, la notification et l'exécution de l'accord-cadre au nom de l'ensemble des membres du groupement.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans la limite de 50% du montant du marché initial et pour une durée maximale de 3 ans à compter de sa notification.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- ❖ l'Acte d'Engagement « AE » et ses annexes :
 - annexe 1 : répartition des honoraires,
 - annexe 2 : désignation des co-traitants et répartition des prestations,
 - annexe 3 : coûts journaliers servant de base aux modifications du marché,
- ❖ le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP »,
- ❖ le CCTP/Programme de l'Opération et ses annexes :
 - les plans DOE Travaux 2022
 - les plans techniques datant de la construction
 - les rapports et études
- ❖ les Normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales

- ❖ le Cahier des Clauses Administratives Générales « CCAG » applicables aux marchés publics de Maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- ❖ le Cahier des Clauses Administratives Générales « CCAG » applicables aux marchés publics de Travaux précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2024,
- ❖ l'offre Technique du maître d'œuvre,
- ❖ les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

En cas de contradictions entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Les originaux sont conservés par le pouvoir adjudicateur et font seule foi.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achats, des conditions de ventes, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncés dans les documents commerciaux.

3 - Intervenants

3.1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistant à maîtrise d'ouvrage sera précisé ultérieurement.

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La mission de coordination et sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

3.4 - Contrôle technique

Bureau Véritas

[54 Rue René Cassin, 51430 Bezannes](#)

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

Bureau Véritas

[54 Rue René Cassin, 51430 Bezannes](#)

3.6 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent contrat.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-MOE.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est égale à la durée du marché et des éventuels post garanties.

5.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

5.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : c.lemaire@marnearsennes.cci.fr

5.2.4 – Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

5.2.5 – Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

5.2.6 – Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.2.7 – Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : durée du marché + 10 ans à compter de la date de fin de l'exécution du marché (paiement du solde) pour les pièces relatives à la procédure d'exécution considérées comme des pièces constitutives de marché, entrant dans le cadre des pièces justificatives comptables. Le profil d'acheteur « Plateforme des Achats de l'Etat : PLACE » est un outil permettant l'archivage vers une plate-forme d'archivage électronique.

5.2.8 – Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

5.2.9 – Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

5.2.10 – Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.2.11 – Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

5.3 – Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article « Description du traitement de données à caractère personnel »,
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

6 – Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles R.2431-1 et suivants du Code de la commande publique et suivants du Code de la commande publique.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle aux travaux est de : **4.441.383 € HT**

Le détail des missions est le suivant :

Eléments de mission de base :

| Mission | Désignation |
|---------|---|
| APS | Avant-projet sommaire |
| APD | Avant-projet définitif |
| PRO | Etudes de projet |
| DCE | Dossier de consultation des entreprises |
| VISA | Conformité et visa d'exécution au projet |
| ACT | Assistance pour la passation du contrat de travaux |
| DET | Direction de l'exécution des travaux |
| AOR | Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement |

Autres éléments de mission :

| Mission | Désignation |
|---------|--|
| DPC | Cette mission comprend également la constitution du dossier de Permis de Construire ou tout autre autorisation administrative. |
| OPC | Ordonnancement, pilotage et coordination |
| SSI | Coordination sécurité incendie |

Mission complémentaire :

| Mission | Désignation |
|---------|---------------------|
| SYN | Cellule de synthèse |

7 – Durée et délais d'exécution

7.1 – Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de **19 mois hors GPA**.

La date prévisionnelle de début des prestations est prévue le 1^{er} juillet 2026.

7.2 – Durée du contrat

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

7.3 – Délais d'exécution

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations jusqu'à la réception des travaux est de 19 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

8 – Prix

8.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

8.2 – Forfait de rémunération

Les modalités de rémunération des prestations sont définies par mission.

Le forfait de rémunération est provisoire. Il correspond au produit du taux de rémunération est fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage.

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission APD.

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L.2432-1, L.2432-2 et R.2432-2 à R.2432-7 du Code de la commande publique.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

8.3 – Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé « mois zéro » .

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par la formule pour la partie des éléments de missions n'ayant pas fait l'objet d'une demande de paiement antérieur à la demande de révision : **$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING(n) / ING(o))$**

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois « n » retenu pour la révision est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction – Ingénierie – Base 2010 ».

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Le résultat des calculs est arrondi au 1/1000 supérieur.

En cas de modification ou de disparition officielle de tout ou partie des paramètres représentatifs choisis dans les formules et à défaut de dispositions légales ou réglementaires permettant leur rattachement aux anciens, les nouveaux paramètres seront choisis à partir d'éléments fournis par des publications périodiques, mensuelles ou tout autres termes de comparaison courante dans la région.

Le choix des nouveaux paramètres sera notifié par avenant.

La révision s'opère à la hausse ou à la baisse.

Il appartient au titulaire du marché de procéder à la révision des prix.

Pour ce faire il soumet à l'approbation du maître d'ouvrage en même temps que l'état d'avancement mensuel, le détail de calcul et les justificatifs afférents pour le calcul de la formule.

En cas d'erreur de calcul sur le coefficient transmis par le titulaire, le maître d'ouvrage donnera un délai qui ne pourra excéder 5 jours au titulaire pour corriger ces éléments.

Le paiement ne pourra être réalisé en l'absence de l'accord de la maîtrise d'ouvrage sur l'état d'avancement mensuel transmis.

9 – Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG – Maîtrise d'œuvre.

9.1 – Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% de la part du montant toutes taxes comprises du marché exécutée par le titulaire. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 – Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 – Modalités de règlement des comptes

10.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

| Code Mission | Acompte | Pourcentage | |
|--------------|--|-------------|--|
| APS | A la remise du dossier | 80.0 | |
| APS | A l'approbation du maître d'ouvrage | 20.0 | |
| APD | A la remise du dossier | 80.0 | |
| APD | A l'approbation du maître d'ouvrage | 20.0 | |
| PRO | A la remise du dossier | 80.0 | |
| PRO | A l'approbation du maître d'ouvrage | 20.0 | |
| DCE | A la remise du dossier | 80.0 | |
| DCE | A l'approbation du maître d'ouvrage | 20.0 | |
| VISA | Proportionnellement à l'avancement | 100.0 | |
| DPC | Au dépôt du dossier de Permis de Construire ou tout autre autorisation administrative. | 80.0 | |
| DPC | A l'accord du dossier de Permis de Construire ou tout autre autorisation administrative. | 20.0 | |
| ACT | A la remise de l'analyse des offres | 50.0 | |
| ACT | A l'approbation du maître d'ouvrage | 30.0 | |
| ACT | Après la mise au point des marchés de travaux | 20.0 | |
| DET | Avant la remise du DGD et proportionnellement à l'avancement | 90.0 | |
| DET | Après la remise du DGD | 10.0 | |
| AOR | À compter de la date d'effet de la réception | 60.0 | |
| AOR | A compter de la levée des réserves mentionnées dans la décision de réception | 20.0 | |
| AOR | A la remise du DOE | 15.0 | |
| AOR | A la fin du délai de garantie de parfait achèvement | 5.0 | |
| SYN | Proportionnellement à l'avancement | 100.0 | |
| OPC | Proportionnellement à l'avancement | 100.0 | |
| SSI | Proportionnellement à l'avancement | 100.0 | |

10.2 – Pourcentage de rémunération par élément

Les pourcentages de chaque mission seront précisés par chaque candidat dans l'annexe n°1 à l'Acte d'Engagement.

10.3 – Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les demande de paiement seront transmise après réalisation des prestations, le montant de chaque demande de paiement ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles elle se rapporte.

FACTURATION SOUS FORME ELECTRONIQUE :

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, le titulaire du présent marché/accord-cadre (et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct) est tenu de transmettre ses factures sous forme électronique.

La transmission des factures s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Le montant à facturer est, éventuellement révisé comme précisé à l'article 8.3 du présent CCAP.

Sont, le cas échéant, déduites les réfections et pénalités prévues à l'article 16 du présent CCAP.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. la date d'émission de la facture,
2. la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
3. le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
4. la référence du marché : **2026/AOO/04.00**
5. la désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement,
6. la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
7. la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
8. le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
9. le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
10. l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
11. le cas échéant, les modalités de règlement,
12. le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Information à utiliser pour la facturation électronique :

- Siret de la CCI Marne Ardennes : **130 031 081 00016**
- Numéro d'engagement juridique : **2026/AOO/12.00**

10.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai de 30 jours fin de mois à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

10.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Engagement du maître d'œuvre

11.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux

Les dispositions concernant l'engagement du maître d'œuvre sont fixées dans l'acte d'engagement.

Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage :

Cette enveloppe financière comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

Définition du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement :

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de la mission APD sur la base du coût prévisionnel des travaux.

Le calcul de ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 10,00%

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux selon la formule suivante :

Coût de référence des travaux = coût cumulé des marchés de travaux x coefficient de réajustement

Le coût cumulé des marchés de travaux correspond au montant global de l'offre ou des offres considérée(s) comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage.

Le coefficient de réajustement correspond au rapport entre l'index BT01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre, et l'index BT01 du mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Il peut également demander la reprise des études dans un délai de 15 jours. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 1 mois à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

11.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux

Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5,00%
Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 2,00%

Cependant, conformément aux articles L.2432-1 et R.2432-4 du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 10,00 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

12 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution : 12 rue André Huet -51100 Reims

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-MOE.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

12.1 - Présentation des livrables

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

| Code | Désignation du livrable | Délai | Nombre d'exemplaires |
|------|---|---|--|
| APS | Avant-projet sommaire | 4 semaines | 2 exemplaires Papier + 1 Exempleaire PDF et un DWG |
| APD | Avant-projet définitif | 4 semaines | 2 exemplaires Papier + 1 Exempleaire PDF et un DWG |
| PRO | Etudes de projet | 2 semaines | 2 exemplaires Papier + 1 Exempleaire PDF et un DWG |
| DCE | Dossier de consultation des entreprises | 2 semaines | 2 exemplaires Papier + 1 Exempleaire PDF et un DWG |
| VISA | Conformité et visa d'exécution au projet | 1 semaine | 2 exemplaires Papier + 1 Exempleaire PDF |
| DPC | Constitution et dépôt du dossier permis de construire | 4 semaines avec point de départ à la fin de la mission APD | 2 exemplaires Papier + 1 Exempleaire PDF et un DWG |
| ACT | Assistance pour la passation du contrat de travaux /remise du rapport d'analyse | 2 semaines | 2 exemplaires Papier + 1 Exempleaire PDF |
| AOR | Dossier des ouvrages exécutés | 4 semaines | 2 exemplaires Papier + 1 Exempleaire PDF et un DWG |
| SYN | Dossier final de synthèse (plans de synthèse) | 2 semaines compter de la validation des derniers plans d'exécution et de la réception des travaux | 2 exemplaires Papier + 1 Exempleaire PDF et un DWG |
| OPC | Rapport hebdomadaire de réunion de chantier | 24h ouvrées après réunion de chantier | 1 Exempleaire PDF |
| OPC | Rapport final OPC | 2 semaines à compter de la réception des travaux | 1 Exempleaire PDF |
| SSI | Dossier d'identité SSI | 2 semaines à compter de la réception des travaux et de la validation du système de sécurité incendie | 2 exemplaires Papier + 1 Exempleaire PDF |

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- ❖ pour le premier livrable à la date de notification du marché,
- ❖ pour les livrables suivants: à la date de notification de la décision de réception du livrable précédent par le maître d'ouvrage hors missions OPC, SYN et SSI,
- ❖ pour le DPC: à compter de la validation de l'APD, pour les missions OPC, SYN et SSI ne sont pas soumises à la règle de déclenchement des délais liée aux livrables précédents. Leur démarrage est défini en fonction des phases opérationnelles de l'opération

Les livrables intermédiaires et le contenu détaillé de chaque mission sont définis au CCTP. Le présent tableau ne précise que les livrables principaux servant de base au suivi contractuel et au déclenchement des délais.

La décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

| Code | Désignation du livrable | Délai |
|------|--|----------------|
| APS | Avant-projet sommaire | 2 semaines |
| APD | Avant-projet définitif | 2 semaines |
| PRO | Etudes de projet | 2 semaines |
| DCE | Dossier de consultation des entreprises | 2 semaines |
| VISA | Conformité et visa d'exécution au projet | 1 semaine |
| DPC | Dossier de permis de construire | 2 semaines |
| ACT | Assistance pour la passation du contrat de travaux | 1 semaine |
| AOR | Dossier des ouvrages exécutés | 2 semaines |
| SYN | Dossier final de synthèse (plans de synthèse) | 2 semaines |
| OPC | Rapport hebdomadaire | 2 jours ouvrés |
| OPC | Rapport final OPC | 2 semaines |
| SSI | Dossier d'identité SSI | 2 semaines |

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

L'admission tacite ne vaut pas Ordre de Service de commencer l'élément de mission suivant.

12.2 - Organisation des réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception.

Fréquence des réunions : **une par semaine**

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion.

12.3 - Emission des ordres de services

Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de la mission «Direction de l'exécution des travaux » (DET), le maître d'œuvre assure la préparation, la rédaction et la notification aux entreprises des ordres de service nécessaires à la bonne exécution des travaux, avec copie systématique au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être établis par écrit, datés, signés, numérotés et transmis à l'entrepreneur conformément aux dispositions de l'article 3.8 du CCAG-Travaux. Ils doivent être notifiés dans un délai maximum de cinq (5) jours à compter de la décision correspondante du maître d'ouvrage.

cas de retard dans la notification des ordres de service imputable au maître d'œuvre, celui-ci pourra se voir appliquer une pénalité journalière de 100 €.

Toutefois, les ordres de service ayant une incidence financière ou contractuelle ne peuvent être notifiés qu'après validation écrite préalable du maître d'ouvrage. Cela concerne notamment :

- la notification de la date de commencement des travaux,
- la notification de prix nouveaux ou de travaux supplémentaires non prévus au marché.

12.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

Vérification des projets de décomptes mensuels :

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à 15 jours à compter de la date de réception du document.

Conditions d'intervention du maître d'œuvre : facturation électronique

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>).

12.5 - Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 25 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.



Le maître d'œuvre aura pour mission dans le cas où une réclamation serait présentée par l'entreprise :

- d'instruire les mémoires en réclamation de la ou des entreprises,
- de négocier avec l'entreprise,
- de procéder au conseil technique et comptable.

12.6 - Modalités particulières de réalisation durant la garantie de parfait achèvement (AOR)

12.6.1 Opérations préalables à la réception (OPR)

Dans le respect du CCAG Travaux, à l'achèvement des travaux, le maître d'œuvre veillera à :

-  Convoquer les titulaires des marchés de travaux,
-  Inviter le maître d'ouvrage pour les opérations préalables à la réception.

La proposition de réception est adressée au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours maximum après les opérations préalables à la réception.

12.6.2 Levée des réserves

Le maître d'œuvre doit, durant la période de levée des réserves, assurer des réunions et/ou des visites de contrôles au minimum hebdomadaires.

Le maître d'œuvre établit et diffuse le compte-rendu de réunion ou de visite dans un délai de soixante-douze (72) heures à compter de sa visite.

Ce compte rendu peut prendre la forme d'un courriel adressé au MOA et est adressé par Ordre de Service à/aux l'entrepreneur(s) concerné(s).

Ce compte-rendu doit à minima mentionner le suivi de l'avancement des réserves, les actions pour lever les réserves assorties d'un délai.

Des procès-verbaux de levée partielle des réserves sont adressés au maître d'ouvrage.

12.7 - Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de maîtrise d'œuvre, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, la réception de la mission de maîtrise d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision de réception établie sur demande du maître d'œuvre par le maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 20 du CCAG-MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

13 - Développement durable

Niveau minimal d'exigences environnementales

Indépendamment des engagements pris dans son offre, le titulaire est tenu de respecter un socle minimal d'exigences environnementales correspondant aux obligations définies dans les pièces du marché et adaptées à la nature de l'opération.

À ce titre, le maître d'œuvre devra, a minima :

- ◆ 1. En phase études
 - reprendre les analyses relatives aux performances énergétiques initiales du bâtiment et proposer des améliorations cohérentes avec les objectifs du projet ;
 - justifier les choix techniques retenus au regard de leur impact énergétique et de leur durabilité,
 - intégrer une réflexion sur le coût global, incluant les coûts d'exploitation et de maintenance,
 - proposer des solutions visant à limiter les consommations d'énergie et les risques de pathologies
- ◆ 2. En phase travaux
 - veiller à la bonne mise en œuvre des solutions retenues en matière de performance énergétique,
 - s'assurer de la cohérence des choix techniques avec les objectifs définis en phase études,
 - intégrer des mesures de limitation des nuisances de chantier (organisation, déchets, logistique).

♦ 3. En phase réception

- fournir les éléments nécessaires à la compréhension et à l'exploitation des installations techniques,
- transmettre les données essentielles permettant d'assurer le suivi des performances énergétiques du bâtiment.

♦ Principe d'adaptation

Le niveau de précision et de détail des analyses est adapté à la nature et à la complexité de l'opération.

Le titulaire ne peut se prévaloir de l'insuffisance de son offre pour se soustraire à ces obligations minimales.

♦ Opposabilité

Le non-respect de ces exigences minimales constitue un manquement aux obligations contractuelles du titulaire.

14 - Modification du contrat

14.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la personne publique, par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais

14.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché

Le transfert du marché à une nouvelle entreprise suite à opération de cession de fonds de commerce, de cession d'activités, de fusion-absorption ou de mise en location gérance, ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la CCI.

Le titulaire doit, dans les plus brefs délais, en informer la personne publique et produire les documents et renseignements utiles (qui lui seront notifiés), concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Suite à cette cession, la CCI procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D. 8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la CCI procédera à la résiliation du marché.

14.3 - Changement en cours d'exécution du marché

Conformément au Chapitre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique. La CCI se réserve le droit de modifier le présent contrat.

14.4 - Cas fortuits et force majeure

En cas de retard ou de manquement dans l'exécution de l'une des opérations incombant au titulaire du fait du présent marché, celui-ci ne sera dégagé des conséquences de ces retards ou manquements que dans la mesure où il peut invoquer un cas fortuit ou de force majeure.

Il est précisé que ne sont considérés comme cas fortuit ou cas de force majeure que des actes, situations de droit ou de fait, et plus généralement, toutes circonstances imprévisibles qui échappant au contrôle du titulaire, auraient pour effet de rendre impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations du présent marché. Le titulaire ne pourra invoquer un cas fortuit ou de force majeure que pendant la durée durant laquelle un tel cas pourrait avoir un effet à son égard et que dans la mesure où il prendra toutes les dispositions et décisions permettant de limiter au maximum les conséquences dommageables pour la CCI.

15 - Pénalités

L'exécution du présent marché peut entraîner l'application des pénalités par l'acheteur sur les sommes dues au titulaire.

Sauf dérogation explicite dans le présent document, et en cas de manquement aux obligations contractuelles par le titulaire, l'application des pénalités sont dues de plein droit à l'acheteur sans qu'une mise en demeure préalable ne soit obligatoire.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20% du montant du marché.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations.

Les pénalités s'appliquent à la date de paiement des prestations ou au plus tard à l'achèvement de la prestation.

Le terme, normal ou anticipé, des relations contractuelles n'a pas d'incidence sur l'exigibilité des pénalités dues par le titulaire au titre de toute obligation contractuelle valablement formée pendant la durée de validité du marché.

15.1 - Pénalités de retard

◆ Livrables

Par dérogation à l'article 16 du CCAG-MOE, en cas de retard de non-respect des délais fixés au présent CCAP, le titulaire subit sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire est fixé à :

| Code livrable | Pénalité |
|---------------|----------|
| APS | 100,00 € |
| APD | 100,00 € |
| PRO | 100,00 € |
| DCE | 100,00 € |
| VISA | 100,00 € |
| DPC | 100,00 € |
| ACT | 100,00 € |
| AOR-DOE | 100,00 € |
| DET | 100,00 € |
| SYN | 100,00 € |
| OPC | 100,00 € |
| SSI | 100,00 € |

◆ Vérification des décomptes

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article 12.4, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100 Euros.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de non-respect du délai de vérification du projet de décompte final fixé à l'article 12.4, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100 Euros.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

◆ **Mémoire en réclamation**

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 100 euros.

◆ **Ordres de service**

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 100€.

◆ **Modalités d'application**

Sauf mention contraire, les pénalités sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de quinze (15) jours, conformément à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Pénalités pour non remise d'attestations

Pour la non remise des différentes attestations (assurance, pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail), le Titulaire disposera d'un délai de **15 jours à compter de la réception de la demande de l'Acheteur** pour transmettre lesdits documents.

À défaut de transmission dans ce délai, l'Acheteur se réserve la faculté d'appliquer les pénalités forfaitaires suivantes :

- 20 € par jour calendaire de retard pendant les 7 premiers jours,
- 40 € par jour calendaire de retard du 8^{ème} jour au 14^{ème} jour,
- 80 € par jour calendaire de retard du 15^{ème} jour au 21^{ème} jour.

En l'absence de décision expresse notifiée en ce sens, ces pénalités ne pourront être appliquées.

Faute de produire les documents précités, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Si le titulaire opte pour le dépôt des différentes attestations sur un espace sécurisé de dépôt, de suivi et de centralisation des attestations réglementaires tel qu'Aprovall 360, le pouvoir adjudicateur a la faculté de consulter à tout moment, pendant l'exécution du marché, la complétude et la conformité du dossier du titulaire. Si, à l'occasion d'une consultation, le pouvoir adjudicateur constate une non-conformité ou une incomplétude sur son dossier, la disposition citées ci-avant s'applique dans les mêmes conditions.

15.4 - Autres pénalités spécifiques

Pour les cas ci-dessous, le titulaire subit sur ses créances les pénalités ci-dessous :

| Pénalités | Occurrence | Valeurs | Précisions |
|--|-------------|---------|--|
| Refus caractérisé de collaboration, constaté notamment par absence de réponse aux sollicitations du maître d'ouvrage ou des intervenants dans un délai raisonnable | Forfaitaire | 500 € | Par constat sans mise en demeure |
| Absence à une réunion de chantier | Forfaitaire | 200 € | Par réunion où l'absence a été constatée sans mise en demeure. |
| Retard dans la transmission des comptes rendus de chantier, de réunions ou de visite | Forfaitaire | 200 € | Après mise en demeure |
| Défaut de réalisation des demande(s) d'autorisation(s) nécessaire(s) à la réalisation de la mission | Forfaitaire | 250 € | Après mise en demeure |
| En cas de non-respect du délai défini par le MOA pour la reprise des études ou de réponse aux observations formulées | Forfaitaire | 1.500 € | Après mise en demeure |
| Remise de tout élément demandé dans le marché par le MOA et non listé dans le présent article (délai fixé lors de la demande) | Forfaitaire | 200 € | Par constat sans mise en demeure |

15.5 Pénalités relatives aux exigences environnementales

Dans le cadre du respect des objectifs de développement durable définis au marché, le maître d'œuvre est tenu de justifier de la prise en compte des exigences environnementales aux différentes phases de la mission.

À ce titre, les pénalités suivantes peuvent être appliquées :

| Nature du manquement | Occurrence | Montant | Précisions |
|--|--------------------|---------------------|-----------------------------------|
| Absence de production des éléments justificatifs environnementaux dans les livrables (APS, APD, PRO) | Par jour de retard | 100 € / jour | Après mise en demeure |
| Remise de documents environnementaux incomplets ou non conformes aux exigences définies dans les pièces du marché ou dans l'offre du titulaire | Forfaitaire | 300 € | Par livrable concerné |
| Défaut de prise en compte des exigences réglementaires environnementales applicables (dont décret tertiaire) | Forfaitaire | 500 € | Après constat du maître d'ouvrage |
| Non-respect des prescriptions environnementales en phase travaux (suivi DET) | Forfaitaire | 200 € | Par constat |

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil

17 - Clause de réexamen

Conformément aux articles **L.2194-1 1°** et **R.2194-1** du Code de la commande publique, une procédure de réexamen des conditions d'exécution du présent accord-cadre/marché peut être engagée par l'une ou l'autre des parties pendant toute la durée du marché.

1. Cas déclencheurs du réexamen

La procédure de réexamen peut être initiée notamment dans les cas suivants, sans que cette liste soit limitative :

- **Circonstances imprévues modifiant significativement les conditions d'exécution**, telles que :
 - crise sanitaire impactant les modalités d'enquête (ex. confinement, restrictions d'accès aux répondants),
 - grèves affectant la disponibilité des ressources humaine,
 - difficultés d'approvisionnement en matériel ou logiciels,
 - événements extérieurs perturbant durablement l'organisation du service (ex. catastrophe naturelle, cyberattaque).
- **Évolution réglementaire ou législative** imposant des modifications des modalités d'exécution ou des charges nouvelles non prévisibles au moment de la signature.
- **Modification, indisponibilité ou disparition de l'indice** utilisé pour la révision des prix, ou difficulté objective d'application de la formule de révision, nécessitant la définition d'un indice de substitution ou l'adaptation des modalités de révision.
- **Le passage à la rémunération définitive** dans les conditions définies à l'article 11 du CCAP,
- **Modification du programme / des données d'entrée de l'opération** (au sens des objectifs, besoins, surfaces/capacités, niveaux de performance, contraintes d'exploitation, phasage, calendrier prévisionnel, enveloppe financière prévisionnelle, ou contraintes techniques) :

Lorsqu'elle intervient après la signature, qu'elle est demandée par le maître d'ouvrage ou résulte d'éléments nouveaux non connus à la signature, et qu'elle entraîne un impact sur le contenu des études, les livrables, le planning, ou les moyens nécessaires.

Toute adaptation demeure proportionnée et ne doit pas dénaturer le marché.

- **Modification des volumes ou périmètres** des prestations : uniquement lorsqu'elle résulte de circonstances imprévues ou d'un besoin dûment justifié du pouvoir adjudicateur et qu'elle ne dénature pas le marché.
Toute adaptation doit rester proportionnée et ne pas modifier la nature globale des prestations.
- **Force majeure** affectant l'exécution normale des prestations.
- **Disparition d'une référence** en cas de disparition ou d'indisponibilité d'une référence utilisée pour l'exécution du marché (indice, norme, protocole, logiciel ou tout élément contractuel de référence), le titulaire doit la remplacer par une référence équivalente, assurant la continuité et la qualité des prestations, sans impact financier ni modification substantielle du marché.

2. Modalités de la demande et justification

- La demande de réexamen doit être adressée par écrit, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.
- Elle doit être accompagnée d'un dossier motivé comprenant notamment :
 - une description précise de l'événement ou de la circonstance justifiant le réexamen,
 - les impacts techniques, organisationnels, financiers et calendaires constatés ou anticipés,
 - les justificatifs pertinents (rapports, documents officiels, preuves des coûts supplémentaires, etc.),
 - une proposition d'adaptation des prestations, des délais ou des conditions financières,
 - le destinataire dispose d'un délai de **10 jours ouvrés** à compter de la réception du dossier complet pour se prononcer sur la demande.

A défaut de réponse dans ce délai, la demande est réputée rejetée, sans préjudice des voies de recours.

3. Effets calendaires

- La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations, qui doivent se poursuivre dans les conditions initiales.
- La date d'entrée en vigueur des modifications acceptées sera fixée par avenant, en tenant compte des délais nécessaires à leur mise en œuvre.
- Les délais contractuels pourront être adaptés en conséquence, notamment en cas de prolongation justifiée par les circonstances.

4. Conséquences en cas de désaccord

- En cas de désaccord sur la demande de réexamen ou sur ses modalités (nature, étendue, conséquences financières ou calendaires), les parties s'engagent à rechercher une solution amiable dans un délai raisonnable.
- À défaut d'accord, chacune des parties conserve la possibilité de recourir aux voies de droit ouvertes, sans préjudice de la poursuite de l'exécution des prestations dans les conditions initiales du marché.
- Le titulaire ne pourra en aucun cas suspendre ou refuser l'exécution des prestations en invoquant la présente clause.

5. Formalisation des modifications

- Toute modification acceptée à l'issue de la procédure fera l'objet d'un avenant écrit au présent accord-cadre/marché, précisant les nouvelles conditions d'exécution, les éventuelles adaptations financières et calendaires.
- Les surcoûts pris en charge excluent les variations déjà couvertes par les clauses de révision des prix fondées sur des indices.
- Le calcul des adaptations financières résultant de la mise en œuvre de la présente clause s'appuiera prioritairement :
 - sur les **forfaits et répartitions contractuelles par élément de mission** (annexe n°1),
 - puis, le cas échéant, sur les **prix et modalités prévus aux pièces contractuelles**.
- **Lorsque ces éléments ne permettent pas de déterminer de manière pertinente l'adaptation financière**, la valorisation des prestations supplémentaires ou modificatives sera effectuée **sur la base des coûts journaliers définis à l'annexe n°3 de l'Acte d'Engagement**, appliqués aux temps strictement nécessaires à la réalisation des prestations concernées.
- À titre exceptionnel, lorsque l'utilisation des coûts journaliers ne peut être mise en œuvre, une autre méthode de valorisation peut être proposée, sous réserve du respect cumulé des conditions suivantes :
 - les adaptations financières sont strictement limitées aux besoins nécessaires, proportionnées aux circonstances, et ne modifient pas la nature globale du marché,
 - le titulaire fournit un dossier détaillé justifiant :
 - l'impossibilité d'utiliser les modalités contractuelles existantes (forfait ou coûts journaliers),
 - la méthode de calcul proposée,
 - les éléments constitutifs du coût,
 - toute pièce permettant d'en vérifier le caractère raisonnable.

6. Dispositions relatives aux groupements

En cas de défaillance, de retrait ou de résiliation partielle d'un membre du groupement de commandes, le pouvoir adjudicateur pourra engager une procédure de réexamen des conditions d'exécution du présent accord-cadre/marché afin d'assurer la continuité et la bonne exécution des prestations, en tenant compte de la forme juridique du groupement.

6.1. Groupement solidaire

- Chaque membre du groupement solidaire est engagé pour la totalité du marché et doit pallier la défaillance d'un autre membre.
- En cas de défaillance d'un membre, les autres membres sont tenus de prendre en charge la part des prestations non exécutées par le membre défaillant, sans modification substantielle des conditions initiales du marché.
- Le pouvoir adjudicateur pourra réexaminer les modalités d'exécution, les délais et les conditions financières pour tenir compte de cette répartition accrue des prestations.
- Toute modification fera l'objet d'un avenant.
- La défaillance d'un membre ne saurait entraîner la suspension ou la cessation des prestations par les autres membres.

6.2. Groupement conjoint

- Dans un groupement conjoint, chaque membre est responsable uniquement de sa part des prestations.
- En cas de défaillance d'un membre, la part non exécutée pourra être résiliée ou faire l'objet d'une substitution, sous réserve de l'accord du pouvoir adjudicateur.
- Le pouvoir adjudicateur pourra réexaminer la répartition des prestations entre les membres restants, les délais et les conditions financières, notamment en cas de substitution d'un nouveau membre.
- Toute modification fera l'objet d'un avenant.
- En cas d'absence de substitution ou de solution amiable, le pouvoir adjudicateur pourra décider de résilier la part non exécutée, sans que cela n'affecte les prestations des autres membres.

6.3. Groupement conjoint solidaire

- Le mandataire conjoint solidaire est solidairement responsable des obligations du groupement, notamment en matière d'exécution et de coordination.
- En cas de défaillance d'un membre, les autres membres doivent, dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur, se substituer au défaillant pour assurer la continuité des prestations.
- Cette substitution fera l'objet d'un avenant précisant la nouvelle composition du groupement, la répartition des prestations, ainsi que les adaptations financières et calendaires éventuelles.
- En dernier recours, si aucune solution satisfaisante n'est trouvée, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation partielle ou totale du marché.

6.4. Dispositions communes

- Le membre défaillant doit notifier sa situation au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais et collaborer à la mise en œuvre des mesures correctrices.
- La mise en œuvre de cette clause ne saurait entraîner la suspension ou la cessation des prestations par les membres non défaillants du groupement.
- À défaut de désignation d'un remplaçant parmi les membres du groupement dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur peut accepter la substitution par un tiers non-membre du groupement, sous réserve que ce tiers :
 - remplisse les critères de sélection qualitative et technique initialement exigés lors de la passation du marché,
 - soit accepté expressément par le pouvoir adjudicateur après vérification de sa capacité à assurer les prestations dans les conditions contractuelles,
 - que cette substitution ne constitue pas une modification substantielle du marché nécessitant une nouvelle procédure de mise en concurrence.

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable en cas de désaccord sur les modalités d'adaptation.
Toute modification résultant de cette procédure fera l'objet d'un avenant écrit au présent accord-cadre/marché.

18 - Obligations et justificatifs à produire pendant l'exécution du marché

18.1 – Obligation de vigilance

Conformément aux dispositions des articles **L.8222-1 à L.8222-2** et **D.8222-5 à D.8222-7** du Code du travail, le titulaire s'engage à respecter, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'ensemble de ses obligations en matière **sociale, fiscale** et de **lutte contre le travail dissimulé**.

À ce titre, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur, **tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché**, les documents et attestations requis justifiant de la régularité de sa situation :

| Document | Périodicité |
|---|--|
| Attestation de régularité sociale | Tous les 6 mois |
| Attestation de régularité fiscale | Tous les 6 mois |
| Liste nominative des salariés étrangers | Mise à jour tous les 6 mois ou , s'il n'emploie pas de tels salariés, une attestation sur l'honneur correspondante |

18.2 – Assurance

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire, y compris le mandataire et les cotraitants, doit justifier, pendant toute la durée du marché, qu'il est titulaire des contrats d'assurance couvrant les responsabilités encourues au titre du marché, au moyen d'une attestation d'assurance en cours de validité, précisant l'étendue des garanties souscrites.

18.3 Modalités de transmission des documents

Les documents mentionnés au présent article peuvent être transmis :

- soit directement au pouvoir adjudicateur, par tout moyen approprié,
- soit, à titre **facultatif**, par dépôt sur une plateforme de dématérialisation dédiée au suivi des attestations réglementaires, telle que la plateforme **Aprovall 360**, **mise à disposition gratuitement** par la CCI, accessible à l'adresse suivante : <https://portal.aprovall.com/app>.

Dans le cadre de la collecte et du suivi des documents réglementaires exigés au titre du présent marché, notamment ceux prévus aux articles **D.8222-5 à D.8222-7** et **D.8254-2** du Code du travail ainsi qu'aux articles 1 et 2 de l'**arrêté du 22 mars 2019** fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, le titulaire peut, s'il le souhaite, déposer les documents requis sur la plateforme **Aprovall 360**.

Lorsque le titulaire recourt à cette plateforme, il en informe le pouvoir adjudicateur et précise la disponibilité des documents sur l'espace dédié.

Aprovall 360 est une plateforme sécurisée permettant le dépôt, la centralisation, le suivi et la mise à jour des attestations réglementaires, pièces administratives et assurances exigées dans le cadre des marchés publics. Elle permet notamment :

- la centralisation des documents dans un espace unique,
- le suivi des échéances et la mise à jour des pièces,
- la mise à disposition des documents aux acheteurs pour vérification de la conformité administrative et sociale des titulaires et, le cas échéant, des sous-traitants.

Le recours à une plateforme tierce ne constitue **en aucun cas une obligation** pour le titulaire et ne saurait **conditionner la validité de la transmission** des documents exigés au titre du marché.

Les informations relatives à la politique de confidentialité et à la protection des données personnelles d'Aprovall sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.aprovall.com/fr/aprovall-documentation/>.

En cours d'exécution du marché et à défaut de communication des éléments précités, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 15 du présent CCAP.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20– Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 – Connaissances antérieures / droits de propriété intellectuelle

21.1 – Connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont celles définies au CCAG-MOE. Le maître d'œuvre concède au maître d'ouvrage, à titre non exclusif, le droit d'utiliser les connaissances antérieures nécessaires à l'exécution du marché et à l'exploitation de l'ouvrage, dans les conditions prévues par le CCAG-MOE.

Toute modification, adaptation ou traduction des connaissances antérieures ainsi concédées fait l'objet d'un accord préalable du maître d'œuvre et, le cas échéant, d'une convention spécifique.

21.2 – Résultats

Les résultats (au sens du CCAG-MOE) produits dans le cadre du présent marché sont concédés au maître d'ouvrage, à titre non exclusif, pour les besoins découlant de l'objet du marché et dans les conditions prévues par le CCAG-MOE. Cette concession comprend notamment le droit d'utiliser, reproduire, représenter, communiquer et archiver les résultats aux fins de réalisation de l'ouvrage, de sa gestion, de son exploitation, de sa maintenance et de sa documentation, sous réserve du respect des droits moraux du maître d'œuvre.

21.2.1 – Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Pour les besoins découlant de l'objet du marché, le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage ses droits patrimoniaux, composés des droits de reproduction et de représentation définis aux articles 24.2.1.1 et 24.2.1.2 du CCAG-MOE. L'exercice de ces droits s'effectue dans le respect des droits moraux du maître d'œuvre.

Le droit de reproduction couvre la réalisation unique du ou des ouvrages objets du marché ainsi que, pour les besoins du maître d'ouvrage, l'archivage et la communication des résultats aux intervenants de la gestion, de l'exploitation et de la maintenance, et leur réutilisation pour l'entretien, la réparation, l'adaptation, la mise en conformité et, plus généralement, pour des travaux ultérieurs portant sur le même bâtiment/ouvrage.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Toute exploitation commerciale des résultats est exclue, sauf accord exprès des parties formalisé par une convention spécifique.

Le prix de la concession est intégré au forfait provisoire de rémunération défini à l'article 2.2 de l'acte d'engagement.

21.2.2 – Droits moraux

Le maître d'ouvrage veille au respect du droit à la paternité et du droit au respect de l'œuvre. À ce titre, il s'assure que le nom et la qualité de l'auteur figurent sur l'immeuble réalisé et sur les publications dont il est à l'initiative.

Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre, dans un délai raisonnable, de tout projet d'adaptation ou de modification ultérieure des résultats susceptible d'altérer ou de dénaturer l'œuvre.

21.3 – Exploitation commerciale des résultats

Les droits concédés au titre du présent article n'emportent pas autorisation d'exploitation commerciale des résultats par le maître d'ouvrage.

Si le maître d'ouvrage souhaite exploiter commercialement tout ou partie des résultats, les parties concluent préalablement une convention ou un contrat de cession distinct précisant notamment la durée, les finalités, les supports, ainsi que le montant et les modalités de calcul de la redevance et, le cas échéant, les modalités de contrôle.

22- Engagements éthiques et probité

Les dispositions du présent article tiennent lieu de charte éthique applicable au marché, sans qu'il soit nécessaire de se référer à un document annexe.

ENGAGEMENTS ETHIQUES ET DE PROBITE

Le titulaire s'engage à exécuter le présent marché dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique définis à l'article L3 du Code de la commande publique, à savoir :

- la **liberté d'accès** à la commande publique,
- l'**égalité de traitement** des candidats,
- la **transparence des procédures**.

Le titulaire s'engage à faire preuve de **loyauté, d'intégrité et de neutralité** dans toutes ses relations avec le pouvoir adjudicateur et ses représentants.

À ce titre, le titulaire s'interdit notamment :

- toute **entente, concertation ou pratique collusive** avec d'autres opérateurs économiques, au sens de l'article L.2141-9 du Code de la commande publique,
- toute **tentative de fraude, de corruption ou de trafic d'influence**,
- tout **comportement de nature à fausser la concurrence** ou à compromettre l'impartialité du processus d'exécution du marché ;
- toute **communication ou divulgation non autorisée d'informations confidentielles** relatives à la consultation ou à son exécution.

En signant l'acte d'engagement, le titulaire s'engage à en respecter les dispositions pendant toute la durée d'exécution du marché.

OBLIGATION DE SIGNALEMENT

Conformément à son devoir de probité, le titulaire s'engage à signaler sans délai au pouvoir adjudicateur tout fait ou comportement dont il aurait connaissance et qui serait :

- susceptible de constituer une **entente, un conflit d'intérêts, une tentative de corruption ou une pratique anticoncurrentielle**,
- ou de nature à compromettre la **transparence ou la loyauté** dans l'exécution du présent marché.

Aucun signalement ne pourra donner lieu à une sanction contractuelle dès lors qu'il est effectué de bonne foi.

SANCTIONS EN CAS DE MANQUEMENT A LA PROBITE

Tout manquement du titulaire aux engagements de probité et d'intégrité prévus au présent CCAP pourra entraîner, après mise en demeure restée sans effet :

- la **résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire**, conformément à l'article L2195-4 du Code de la commande publique,
- le **signalement des faits aux autorités compétentes** (Procureur de la République, DGCCRF, ou tout autre service d'enquête),
- l'**exclusion du titulaire de toute nouvelle consultation** conformément à l'article L2141-9 du Code de la commande publique.

Ces mesures peuvent être engagées sans préjudice des sanctions pénales, civiles ou administratives prévues par la réglementation en vigueur.

CLAUSE DE COOPERATION AVEC LES AUTORITES

En cas de suspicion ou de constat d'infraction, le titulaire s'engage à **coopérer pleinement avec l'acheteur public** et, le cas échéant, avec les autorités administratives ou judiciaires saisies.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à garantir la **confidentialité des informations** communiquées dans ce cadre.

23 - Dérogations

- L'article 8.3 du CCAP déroge à l'article 10.1.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.3 du CCAP déroge aux articles 27 à 31 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 16.2.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 16.2.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre